

Alan Forrest, *The French Revolution and the Poor*

Stuart J. Woolf

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Woolf Stuart J. Alan Forrest, *The French Revolution and the Poor*. In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 37<sup>e</sup> année, N. 1, 1982. pp. 147-149;

[https://www.persee.fr/doc/ahess\\_0395-2649\\_1982\\_num\\_37\\_1\\_282827\\_t1\\_0147\\_0000\\_002](https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1982_num_37_1_282827_t1_0147_0000_002)

---

Fichier pdf généré le 11/04/2018

loppement social « survenant plus fréquemment que naissances et morts réunies ». La démarche une fois avancée, le livre se fait rapide et brosse à grands traits les principales caractéristiques du contexte social de chaque époque et les formes de criminalité correspondantes. L'Angleterre, l'Espagne, la France, l'Allemagne sont dessinées à larges coups de crayon, en même temps que sont décrits les changements de procédure, des formes de juridiction et de répression. Michael R. Weisser insiste surtout sur l'avènement du concept de collectivité au début des Temps Modernes et sur la complexité croissante de la société. On n'accepte plus le crime comme un acte commis par une personne contre une autre personne, mais comme un acte portant atteinte à un groupe social et à son ordre. Il faut donc punir, la réparation et le dédommagement personnel de la victime ne suffisent plus ; un ordre de la punition et du repentir doit se mettre en place.

Est-ce cette chronologie si vaste et cette géographie si large qui rendent ce livre insatisfaisant à la fin de sa lecture ? Ou est-ce peut-être l'ambition de départ (renverser l'attitude traditionnelle des historiens) qui fait espérer davantage que ce que ce livre nous donne ? Car enfin est-ce vraiment ainsi que les historiens ont traité de la criminalité, en ne cherchant à voir en elle que son aspect déviant ? Je n'en suis pas si sûre, et si cela était M. R. Weisser aurait dû nous donner un exemple plus percutant pour nous convaincre tout à fait. Quoi qu'il en soit, ce livre reste utile pour une vue d'ensemble des schémas répressifs de l'Europe pré-industrielle.

Le livre d'Alan Williams se situe dans une perspective tout à fait différente : son étude est ponctuelle et descriptive — il s'agit de la police de Paris entre 1718 et 1789 — et ne comporte pas de problématique définie à l'avance. Travail très minutieux, accompagné de cartes riches et précises, ce livre nous apprend beaucoup sur l'administration de la police, ses rouages, et fournit ainsi au chercheur un excellent outil de travail rempli de références et bien structuré sur cette institution importante pour le Paris du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'on connaît encore peu dans le détail.

Les activités des lieutenants généraux de police, des commissaires, comme celle des inspecteurs et celles de la garde et du guet sont minutieusement précisées, de même que les lieux d'habitation de chacun, leurs gages, leur spécialisation et leur mode de fonctionnement. Les conflits entre les diverses juridictions comme entre les diverses « gardes » de Paris sont explicités. Au fur et à mesure qu'avance le livre, on se trouve saisi d'une impression paradoxale : si notre connaissance de l'administration de Paris s'amplifie, des questions essentielles, auxquelles le livre ne répond pas, restent ouvertes. A quoi correspond par exemple la mise en place d'un vaste champ policier recouvrant à peu près toutes les activités de la vie quotidienne et partagé entre tant d'officiers de police ? A quel projet social obéissent ces hommes de police ? A quel espace urbain se trouvent-ils confrontés ? Quelles sont leurs réponses devant le désordre ? Comment la population « sent-elle » ces hommes de police mis en place pour apaiser ses tensions et quel besoin ambigu a-t-elle de ses commissaires ? La dernière partie, qui retrace les rythmes de la vie urbaine, n'est pas assez approfondie pour répondre à ces questions. Mais une fois le livre refermé, on s'aperçoit que tel n'était pas le but de l'ouvrage qui se proposait essentiellement de débrouiller l'écheveau policier parisien du XVIII<sup>e</sup> siècle. En ce sens-là, il y réussit parfaitement ; mais il me semble pourtant impossible de séparer les modalités de fonctionnement de la police de sa façon de rencontrer quotidiennement les gens du peuple et du projet monarchique sur la ville, son espace et son ordre.

Arlette FARGE

**Alan FORREST**, *The French Revolution and the Poor*, Oxford, Basil Blackwell, 1981, X-198 p.

Auteur d'une monographie et d'articles sur Bordeaux sous la Révolution, A. Forrest, jeune historien de l'Université de

## COMPTES RENDUS

Manchester, nous présente aujourd'hui un livre sur l'effet général de la Révolution sur les pauvres. Un des thèmes centraux de ce livre étant de savoir « si une solution imposée à l'échelle nationale avait des chances de réussir quand la pauvreté était, par nature, diffuse et régionale », l'auteur, sensible à la grande diversité des situations locales, a exploré 25 dépôts d'archives départementales, paroissiales et hospitalières, sans compter les sources parisiennes. Il en rapporte une synthèse très utile sur la politique sociale de la Révolution jusqu'à Brumaire, dans laquelle il utilise ses propres sondages pour vérifier, compléter et parfois modifier les résultats de recherches récentes ou plus anciennes.

Sa dette à l'égard de l'ouvrage remarquable d'Olwen Hufton, *The Poor of Eighteenth Century France, 1750-1789* (1974) est considérable et elle apparaît dans les chapitres sur les pauvres avant la Révolution, les hôpitaux, la bienfaisance et les secours à domicile, la création d'emplois dans les ateliers de charité, et les enfants trouvés. Mais la différence majeure entre les deux études est que, en dépit de son titre, celle de Forrest porte moins sur les pauvres que sur la législation les concernant. Les pauvres restent une masse indéfinie et, en quelque sorte, amorphe, sinon pour quelques groupes — les personnes âgées ou gravement infirmes, et les enfants abandonnés — qui correspondent à ce que Gutton appelle la pauvreté « structurelle » pour laquelle l'assistance institutionnelle existait depuis longtemps. A part ces groupes minoritaires, Forrest adopte une définition totalisante des pauvres qui inclut pratiquement toutes les familles des classes laborieuses « qui connaissaient des difficultés temporaires et que la faim menaçante obligeait à rechercher divers expédients » (p. 3). Mais c'est confondre les pauvres avec la pauvreté, le risque de paupérisation avec la composition sociale de la catégorie des pauvres. Cette confusion limite, sans la diminuer, la valeur du livre car les mesures législatives et administratives de la Révolution, si elles visaient toujours à soulager la pauvreté, faisaient cependant une claire distinction entre pauvres « méritants » et « in-

dignes », et par conséquent entre l'assistance et la répression. Forrest semble considérer cette distinction — qu'il appelle « le dualisme » de la politique révolutionnaire — comme un héritage de la pensée des Lumières, alors qu'il s'agit évidemment d'un aspect fondamental de la législation sociale depuis le xvi<sup>e</sup> siècle au moins. Cette insistance à traiter indifféremment la masse des indigents comme ceux qui pouvaient tomber dans la pauvreté le conduit à des conclusions surprenantes sur les mobiles des mesures révolutionnaires : ainsi quand il présente la bienfaisance à domicile et les dépôts de mendicité comme les deux volets d'une même politique, car elle s'appliquait à des personnes qui avaient besoin de secours temporaires. Or, on ne peut trouver meilleur exemple de la distinction entre l'assistance pour les méritants, et le redressement pour les oisifs en bonne santé.

En dépit de ces limites, Forrest mobilise une quantité de données intéressantes à l'appui de sa conclusion qui, si elle n'est pas neuve, n'a jamais été présentée avec autant de clarté et de conviction. Il défend l'idée d'une continuité entre la pensée des Lumières et l'idéal humanitaire de la Révolution qui faisait à l'État une obligation d'assister les citoyens. Il réhabilite les données collectées par le Comité de Mendicité de La Rochefoucauld-Liancourt et démontre l'efficacité du Comité comme groupe de pression responsable de l'orientation de la politique sociale des Assemblées Constituante et Législative. Il oppose la vigueur et la détermination de la politique révolutionnaire jusqu'à Thermidor aux mesures fragmentaires et hésitantes de la période qui précède. Il montre de manière convaincante comment l'intérêt se déplace des hôpitaux vers les formes extra-institutionnelles de secours. Mais il conclut, preuve à l'appui, que l'idéalisme et les ambitions du Comité à ses débuts échouèrent dans la pratique, au plus tard en 1795, aboutissant à un quasi-effondrement de toute la structure de l'assistance, et à une misère sans précédent pour les pauvres. A cet échec, il voit deux raisons : en partie, l'abandon idéologique de la réglementation sociale par l'État thermidorien et

le Directoire, en partie, les effets imprévisibles du cours de la Révolution (pression de la guerre, priorité accordée aux soldats, crise financière chronique et inflation, hostilité de la paysannerie, et lourdeur de la bureaucratie parisienne).

Un dernier point mérite d'être souligné. Cette approche de la législation sociale marque un pas de plus sur la voie naguère ouverte par Richard Cobb, et aujourd'hui à la mode en Angleterre, selon laquelle la révolution politique parisienne n'a finalement eu que peu d'effet, ou des effets négatifs, sur la vie quotidienne de la plupart des Français. On le voit clairement dans le chapitre intéressant — mais un peu déplacé — sur le service militaire qui tourne à une discussion sur la désertion. La tendance implicite de Forrest étant d'adopter les jugements de valeur des adversaires du centralisme, il aboutit sans doute à des positions quelque peu curieuses et contradictoires : ainsi, irrité par ce qu'il considère comme l'inutile paperasserie engendrée par les bureaucrates parisiens, il est en même temps surpris que ces mêmes bureaucrates aient conduit des enquêtes détaillées, au niveau local, avant de décider d'une politique dont ils confièrent ensuite l'exécution à des comités locaux (pp. 58-59, 76 et 104). Même au niveau institutionnel, cette tendance l'amène parfois à fausser son analyse généralement équilibrée, à exagérer notamment l'efficacité de la charité privée dans la période qui précède la Révolution.

Stuart J. WOOLF

**Jean SAGNES**, *Le mouvement ouvrier du Languedoc. Syndicalistes et socialistes de l'Hérault de la fondation des bourses du travail à la naissance du Parti communiste*, Toulouse, Édouard Privat, « Le Midi et son histoire », 1980, 320 p.

Qui dit Hérault, dit « rouge ». Traversé par la grande crise de 1907, ce Midi « rouge » n'avait pas été étudié vraiment dans sa composante socialiste et syndicaliste.

L'étude de Jean Sagnes comble cette lacune, et répond à des problèmes centraux :

— saisir les conséquences de l'« industrialisation de la viticulture » ;

— comprendre la rencontre entre les intérêts du « prolétariat de la vigne » et les milieux urbains.

Du point de vue économique, la viticulture, comme dans tous les départements du Midi, subit les conséquences de la crise de surproduction des années 1900. La brusque paupérisation des viticulteurs explique l'ampleur et la violence des événements de 1907. Les activités industrielles traditionnelles sont « faiblement concentrées financièrement et techniquement ». Seule émerge l'industrie chimique, conséquence du règne du vin.

L'ouvrier agricole est le type social le plus répandu. Et la vendange est la grande « affaire » qui intéresse bien d'autres couches. Si les autres catégories ouvrières sont variées, un nouveau personnage va dominer à partir de 1920, le métallo de chez Fouga au salaire élevé, sous la coupe d'un patron de combat.

Dans le domaine politique, le radicalisme a très vite conquis des positions dominantes dans cette société où l'Église, plus conservatrice qu'ailleurs, garde de l'influence. Alliée des grands patrons du vignoble, elle provoque un anticléricalisme « vécu dans la population ouvrière comme un phénomène de classe ». Le radicalisme progresse électoralement (32 % des inscrits en 1914) — et paradoxalement plus fortement après la crise du début du siècle — ; il est devenu un parti soutenu par la droite selon Sagnes. Ici, notons que le recul, en 1919, de l'influence électorale des radicaux en raison de la présence d'une liste de droite, n'est pas une explication qui entraîne notre adhésion.

La lente marche vers l'unification du socialisme à partir d'une forte influence guesdiste correspond à la conquête d'une partie de la population ouvrière. L'autre volet de l'organisation ouvrière est la diffusion des bourses du travail. Une manière de symbole est constituée par la tenue à Montpellier en 1902 du congrès de la C.G.T. qui décide d'intégrer la Fédération des bourses. C'était bien reconnaître l'importance de la Bourse du travail de la ville et de son rôle